

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 29 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS LT

Le champ du perray
BP 90051
72120 Conflans-Sur-Anille

Références : [2025-493-INSP-RAP-NG-LTTP-Lamnay](#)
Code AIOT : 0006305822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS LT implanté Grande Pièce de la Vallée 72320 Lamnay. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS LT
- Grande Pièce de la Vallée 72320 Lamnay
- Code AIOT : 0006305822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière "La grande pièce de la Vallée" à LAMNAY exploitée par la société SAS LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2014119-0009 du 20 mai 2014 pour une production moyenne de 40 000 tonnes par an (maximum 70 000 t/an) et une durée de 15 ans. La visite d'inspection du 23/10/2025 est conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite visite du 24/10/2018 - Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suite visite du 24/10/2018 - Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suite visite du 24/10/2018 - Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.4.6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Suite visite du 24/10/2018 - Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 3.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Suite visite du 24/10/2018 - Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.4.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Suite visite du 24/10/2018 - Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite visite du 24/10/2018 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.3.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Suite visite du 24/10/2018 - Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 3.5.4	Sans objet
10	Suite visite du 24/10/2018 - Déclaration GEREP	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.4.7	Sans objet
11	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 1.5.4	Sans objet
12	Situation administrative	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites données par l'exploitant aux points de contrôles réalisés en 2018 montrent des mises en conformités avec quelques points d'améliorations subsistants (sécurisation des accès, renforcement de la haie le long de la RD29, plan d'exploitation, suivi des eaux

Les garanties financières n'avaient pas été renouvelées pour cette carrière, cette visite a permis de les faire actualiser et renouveler par l'exploitant (une copie de l'acte de cautionnement valide a été transmis à l'inspection post-inspection par courriel du 19 novembre 2025).

Cette visite a également permis d'aborder les modifications sollicitées dans le porter à connaissance en cours d'instruction concernant l'ajout d'une station de transit de matériaux, d'une unité mobile de concassage-criblage et d'une centrale à béton (dépôt du 02-12-2024).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite visite du 24/10/2018 - Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlée. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u></p> <p>Lors de la visite du 24/10/2018, l'inspection avait constaté que la clôture du site constituée d'une bande plastique tendue sur 3 niveaux n'était pas efficace.</p>

Il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place, avant le début de l'exploitation du site, un dispositif de clôture adéquat.

Retour sur la visite du 24/10/2018

Une clôture grillagée autour du site a été mis en place (sauf au niveau du merlon Nord-Nord-ouest boisé et contigu au champ d'exploitation agricole voisin).

À l'entrée de la carrière, une barrière d'herbage cadénassable est en place. Un accès piéton est toujours possible au travers des lisses de cette barrière. Son renforcement permettrait de mieux sécuriser l'entrée du site. Les indications de dangers carrière ne sont pas en place au niveau des accès à la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Renforcer la barrière d'herbage de manière efficace pour empêcher tout accès y compris piéton ;
- Installer des panneaux indiquant l'interdiction d'entrer et informant du danger carrière y compris le long de la RD29.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suite visite du 24/10/2018 - Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.2

Thème(s) : Situation administrative, Aménagement paysagers

Prescription contrôlée :

Les abords de l'exploitation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

- un merlon paysager de hauteur appropriée est édifié sur l'intégralité de la limite ouest du périmètre de la carrière (parcelles A640 et A642p) ;
- Le long de la RD 29, un merlon est constitué, sauf sur la partie où la topographie ne permet pas une telle élévation.

Ce merlon est doublé d'une haie bocagère constituée d'essences locales et plantée en continuité de la haie déjà présente le long de la RD29 sur la parcelle voisine A636.

Constats :

Retour sur la visite du 24/10/2018

Lors de la visite du 24/10/2018, l'inspection avait constaté que le merlon, édifié le long de la RD 29 en limite Sud du site d'extraction, a été planté mais qu'il n'était pas entretenu. Des plantations étaient prévues.

L'inspection avait demandé à l'exploitant de végétaliser le merlon le long de la RD 29 par des arbustes et d'entretenir celui-ci afin d'éviter l'étouffement des plants déjà en place, et d'entretenir la haie constituée d'essences locales.

Constat du 23/10/2025

L'exploitant a fourni la facture des arbustes achetés en 2018. Il n'y a pas d'autre achat d'arbuste depuis.

Sur site, le merlon le long de la RD 29 est entretenu. Une haie et quelques jeunes arbres sont en place près de l'entrée, l'exploitant indique que les arbres plantés prennent difficilement.

Il y a lieu de respecter les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/05/2014 en renforçant la végétalisation du merlon le long de la RD29 d'autant que le projet de création d'une station de transit de matériaux le long de la RD29 (PAC en cours d'instruction) engendrera des impacts visuels supplémentaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - S'assurer du respect des dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/05/2014 visant l'intégration paysagère du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite visite du 24/10/2018 - Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation et n'excédant pas 1/2500 est établi et mis à jour tous les ans.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection en vertu de réglementations spéciales. <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones en cours d'exploitation ; - les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ; - les Zones exploitées en cours de réaménagement ; - les futures zones à exploiter.
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u></p> <p>Lors de la visite du 24/10/2018, l'inspection avait constaté l'absence de plan topographique actualisé et à l'échelle. L'exploitant s'était engagé à transmettre le plan topographique, qui devait être réalisé en fin d'année 2018. La transmission de ce plan avait été demandée par l'inspection.</p> <p><u>Constat du 23/10/2025</u></p> <p>Le dernier plan d'exploitation (2024) a été transmis à l'inspection par courrier daté 27 mars 2025. Ce plan n'est pas légendé.</p> <p>En séance, l'exploitant précise les éléments apparaissant sur le plan à l'inspection. Le plan contient les limites d'extraction, les limites de périmètres, les zones exploitées, les merlons, les stocks, bassins, réserve incendie, aire de lavage, séparateur à hydrocarbures, les courbes de niveau. Une borne est apparente sur le plan transmis.</p> <p>Les abords dans un rayon de 50 mètres ne sont pas reportés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En 2026, transmettre un plan légendé contenant l'ensemble des informations prescrites aux articles 2.3.2 (délai de 10 mètres et 20 mètres le long de la RD 29) et 2.4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2014 ainsi qu'à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Maintien des bornes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.</p> <p>Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, une borne a été aperçue au non loin du point de rejet de la carrière. Il n'a pas été vérifié le maintien des autres bornes sur le site.</p> <p>La borne de nivellement n'a pas été aperçue.</p> <p>Les bornes en place ne sont pas toutes reportées sur le plan d'exploitation (cf point de contrôle n°3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à maintenir les bornes fixant le périmètre d'exploitation en place ainsi que la borne de nivellement. - Les reporter sur le plan d'exploitation mis à jour annuellement (cf point de contrôle n°3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite visite du 24/10/2018 - Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 3.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien bassin de décantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales reçues sur la zone exploitée sont dirigées vers un bassin de décantation puis vers un fossé avant le rejet hors du périmètre autorisé. Ce fossé rejoint le ruisseau de Vaugirard. L'exploitant s'assure du curage régulier de ce bassin de décantation.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u></p> <p>Lors de la visite du 24/10/2018, l'inspection avait constaté que le bassin de décantation n'était pas en place. L'absence de ruissellement était également constatée. L'exploitant s'était engagé à réaliser le bassin de décantation dans les meilleurs délais sur la partie argileuse du terrain, à l'angle Nord-Est.</p> <p>Il avait été demandé à l'exploitant de construire le bassin de décantation et d'aménager le réseau jusqu'au point de rejet, avant fin décembre 2018.</p> <p><u>Constat du 23/10/2025</u></p> <p>2 bassins ont été mis en place sur le site.</p> <p>Le premier est situé au droit de l'aire de stationnement des véhicules (Il n'y a pas de lavage de matériaux sur le site). Celui-ci est relié à un séparateur à hydrocarbure.</p> <p>Le second est un bassin de décantation avant rejet au milieu naturel, il est situé à l'angle Nord-Est du site.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont dirigées à travers un fossé périphérique qui longe la partie Est du site vers le bassin de décantation localisé en bordure Nord-Est du site.</p> <p>Lors de la visite, les deux bassins sont à sec. Ils présentent une végétation abondante. D'après l'exploitant, les eaux pluviales s'infiltrent au sol et n'atteignent pas ces bassins. Il n'existe pas de pompage d'exhaure sur le site. Aucun rejet au milieu naturel n'a été observé par l'exploitant depuis le début de l'exploitation.</p> <p>La canalisation de sortie du bassin de décantation vers le milieu naturel est en place. Le bassin n'est pas équipé de vanne de fermeture. Le point de rejet est envahi par la végétation, il est inaccessible.</p> <p>D'après l'exploitant, le ruisseau de Vaugirard est très en aval du point de rejet, il n'y a pas de fossé menant à ce ruisseau après le point de rejet (hors périmètre carrière). Du fait de l'absence de rejet observée, aucun suivi des eaux superficielles n'est réalisé. L'exploitant assure par contre le suivi piézométrique de la nappe libre via le piézomètre de surveillance en place (cf point de contrôle suivant).</p> <p>Le porter à connaissance en cours d'instruction relatif à la création d'une plateforme de transit de matériaux sur le site prévoit la dérivation du fossé dirigeant les eaux pluviales vers le bassin de décantation. Il n'est pas proposé de modifier les prescriptions de suivi des eaux rejetées au milieu naturel de la carrière. L'inspection propose de maintenir les dispositions de surveillance des rejets d'eau pluviales dans le cadre de création de la station de transit de matériaux inertes susceptible de générer des écoulements d'eaux vers le fossé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'entretien régulier des bassins de décantation présents sur le site ainsi que le fossé . - Rendre accessible le point de rejet des eaux en sortie du bassin de décantation.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Suite visite du 24/10/2018 - Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètre</p>

Prescription contrôlée :

Une surveillance de la nappe libre des sables est effectuée.

Pour cela, un piézomètre est implanté à minima au nord de l'exploitation de la carrière, proche du bassin de décantation.

Il est mis en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dès sa réalisation, un plan de situation est communiqué à l'inspection des installations classées.

Un suivi des niveaux piézométriques de la nappe libre des sables est réalisé.

Il doit permettre de mesurer l'éventuelle incidence de l'excavation sur la nappe. Il permet également de s'assurer que l'extraction est réalisée à au moins 3 mètres au-dessus du niveau de la nappe.

Une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chacun des ouvrages au moins une fois par semestre, dont une mesure en période de basses eaux (fin de l'été) et une autre en période de hautes eaux (fin de l'hiver).

Un suivi qualitatif des eaux de la nappe libre des sables est également réalisé. Il doit permettre notamment de détecter une éventuelle pollution liée aux matériaux utilisés pour le remblaiement et/ou à un rejet accidentel d'hydrocarbures sur le site. Les mesures sur chacun des ouvrages portent au minimum sur le PH et les hydrocarbures totaux. La fréquence de ces analyses est à minima annuelle.

Les résultats de ces contrôles, les conclusions sur l'incidence de l'exploitation de la carrière sur la ressource en eau et le plan éventuel d'actions correctives apportés par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de détection par l'exploitant d'anomalies sur la nappe des sables, il avertit immédiatement l'inspection des installations classées. Si un rabattement notable attribuable à l'exploitation de la carrière est constaté rendant l'exploitation des puits environnants difficile, l'exploitant recherche à ses frais une solution de remplacement pour le riverain (forage, fourniture d'eau du réseau).

Au vu des résultats et/ou des modifications apportées dans l'exploitation de la carrière, l'exploitant pourra présenter une demande argumentée d'adaptation de la fréquence des mesures.

Constats :**Retour sur la visite du 24/10/2018**

Lors de la visite, l'inspection avait constaté que le piézomètre de suivi n'était pas installé. L'inspection avait demandé à ce que l'ouvrage de contrôle des eaux souterraines soit installé et que les résultats des premiers contrôles lui soient transmis rapidement.

Constat du 23/10/2025

Un piézomètre de suivi est en place.

Un suivi des niveaux piézométriques est réalisé 2 fois par an (été/hiver) en même temps que le suivi qualitatif des eaux souterraines.

L'exploitant a transmis les résultats de suivis de juillet / décembre 2024 et juin 2025. Des variations de niveaux s'observent entre les relevés réalisés en période de basses eaux et hautes eaux. L'exploitant n'a pas mis en place de fichier informatique comparatif des suivis des niveaux piézométriques d'année en année.

Les suivis qualitatifs de 2024 portent sur les paramètres température, pH, conductivité, Oxygène dissous et Rédox. Les rapports associés indiquent un accès difficile au piézomètre.

Le suivi qualitatif de 2025 porte sur les paramètres température, pH, conductivité, MES et hydrocarbures. Les valeurs relevées sont bien inférieures aux valeurs seuils de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2014. La mention de difficulté d'accès n'apparaît plus sur le rapport.

Il est rappelé que le suivi qualitatif doit porter à minima sur les paramètres mentionnés à l'article

2.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2014.
L'inspection proposera dans un rapport séparé d'instruction du porter à connaissance de renforcer la surveillance des eaux souterraine (ajout d'un point amont et d'un 2 ^e point aval) afin que l'exploitant puisse comparer l'état de la nappe en amont et aval du site avec une surveillance de type PAC ISDI dans la mesure où l'accueil et la valorisation de matériaux inertes seront faits sur place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à réaliser les suivis qualitatifs des eaux souterraine a minima sur les paramètres mentionnés à l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2014. - Réaliser un tableau comparatif de suivi des niveaux piézométriques réalisés en périodes de basses et hautes eaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Suite visite du 24/10/2018 - Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement des engins
Prescription contrôlée :
Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats :
<p><u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u></p> <p>Lors de la visite du 24/10/2018, l'inspection avait constaté que la zone étanche permettant le ravitaillement des engins de chantier n'existait pas. L'inspection avait demandé à l'exploitant de créer cette aire avant toute exploitation du site.</p> <p><u>Constat du 23/10/2025</u></p> <p>Une aire étanche de ravitaillement des engins de chantier a été créé à proximité du premier bassin de décantation et du séparateur à hydrocarbures. Cette aire n'est pas équipée de caniveau dans son pourtour permettant de récupérer les éventuelles égouttures d'hydrocarbures pour les rediriger vers le séparateur à hydrocarbure. L'exploitant indique que le camion livreur dispose d'un kit anti-pollution.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> - Doter l'aire étanche de ravitaillement d'un caniveau en son pourtour relié au séparateur à hydrocarbure pour récupérer toute éventuelles égouttures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suite visite du 24/10/2018 - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les installations sont équipées d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. En particulier, l'exploitant s'assure de la disponibilité permanente d'une réserve d'eau de 120 m ³ minimum pour l'accès des pompiers et la possibilité pour eux de s'alimenter avec un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures. Le site est équipé d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Le stockage de carburant sur le site est interdit.
Constats : <u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u> Lors de la visite du 21/10/2018, l'inspection avait constaté que la réserve incendie n'était pas installée. Les moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours n'était pas mis en place. L'inspection avait demandé à l'exploitant la mise en place de la réserve d'eau et d'un moyen permanent permettant d'alerter les services concernés. <u>Constat du 21/10/2025</u> Une réserve incendie de 120m ³ est disponible sur le site. Les moyens d'alertes des services de secours ne sont pas mis en place sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un moyen permanent permettant d'alerter les services de secours sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Suite visite du 24/10/2018 - Contrôles des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats sont consignés dans un registre et archivés pendant la durée de l'autorisation de la carrière.

<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u></p> <p>Lors de la visite du 21/10/2018, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas fait procéder à un contrôle des niveaux de bruit, en absence d'installation.</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant la réalisation d'une campagne de mesures de bruit, avant juin 2019.</p> <p><u>Constat du 23/10/2025</u></p> <p>L'exploitant transmis le rapport de mesures de bruit dans l'environnement réalisées le 13 mars 2024. Aucune non-conformité n'est relevée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Suite visite du 24/10/2018 - Déclaration GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2.4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gerep</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM du 31/01/2008 -Art. 4 V.</p> <p>L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. L'exploitant transmet chaque année à l'inspection des installations classées, avant le 15 avril de l'année n+1, un bilan d'activité de l'année n ainsi que les documents et plans demandés avec celui-ci. Ce bilan est réalisé en complétant le questionnaire édité chaque année par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 24/10/2018</u></p> <p>En l'absence d'exploitation, l'inspection avait constaté que la déclaration GEREP 2017 n'avait pas été réalisée. L'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser les démarche d'ouverture des droits GEREP pour réaliser les déclarations annuelles.</p> <p><u>Constat de la visite du 23/10/2025</u></p> <p>Les déclarations GEREP sont désormais réalisées par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Renouvellement des garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, articles 1.5.4 et 1.5.5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 1.5.4- RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES</p> <p>Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.</p> <p>Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site de la phase en cours.</p> <p>ARTICLE 1.5.5- ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; - sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 et ce, dans les six mois qui suivent ces variations.
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement en possession de l'inspection est échu depuis le 7/09/2022. Lors de l'inspection, l'exploitant indique ne pas avoir fait de démarche de renouvellement pensant que son renouvellement était automatique.</p> <p>En séance l'exploitant s'engage à transmettre dans les plus brefs délais l'acte de cautionnement renouvelé.</p> <p>Par courriel du 19 novembre 2025, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement recalculé et renouvelé pour un montant de 122 289 € valable jusqu'au 14 novembre 2030. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit également être transmis à la préfecture de la SARTHE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance en cours d'instruction</p>

Prescription contrôlée :

I-Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

Ce point de contrôle est créé pour rappeler qu'un porter à connaissance est en cours d'instruction. Celui-ci concerne :

- une prolongation de la durée d'exploitation de 7 ans (retard de phasage et modification du phasage d'exploitation) ;

- abaissement du tonnage moyen produit annuellement à 32 000 tonnes ;

- ajout d'une installation de traitement des matériaux au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration (puissance totale inférieure à 200 kW) ;

- Ajout d'une plate-forme de valorisation et transit de matériaux (déchets inertes externes) en dessous du seuil de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées.

Un rapport séparé accompagné d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement à la préfecture de la Sarthe. Il faut toutefois noter que dans la mesure où la

prolongation de durée d'autorisation est supérieure à 2 ans, une consultation du public (participation par voie électronique) devra être réalisée dans les conditions de l'article L. 123-19-2 du Code de l'environnement sur le porter à connaissance transmis par l'exploitant.

Afin de finaliser la proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à la préfecture de la Sarthe, l'inspection a demandé quelques précisions par courriel du 22 décembre à l'exploitant (précision de la surface d'extraction réduite, surveillance piézométrique, mise à jour du montant des garanties financières, modification de la remise en état, quantité de déchets inertes extérieurs admis annuellement).

Type de suites proposées : Sans suite